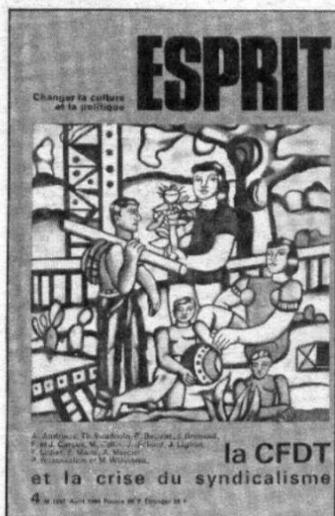


Autogestion : un concept à plusieurs définitions



Dans Esprit, qui consacre son numéro d'avril à «La CFDT et la crise du syndicalisme», Edmond Maire décrit le socialisme autogestionnaire tel qu'il le conçoit, au travers de ses différences avec la social-démocratie.

«(...) En France, dès qu'il est question de la social-démocratie, nous sommes soumis à un terrorisme verbal de la part des communistes qui, toujours prêts à minimiser l'histoire de leurs propres déviations, ont tendance à mettre sur un plateau égal de la balance la déviation social-démocrate. Or c'est vraiment là une falsification de la réalité historique. Dans aucun pays, la social-démocratie n'a créé des Goulags. De plus, elle a abouti à des résultats, en ce qui concerne par exemple la réduction des inégalités, (...)

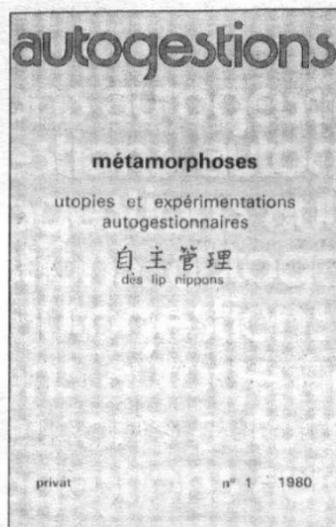
Je ne suis pas pour autant social-démocrate. (...)

Parce que sur deux points essentiels, qui pour moi sont constitutifs du socialisme, je ne sens pas de réponse, ni même d'esquisse de réponse dans le projet social-démocrate. Le premier de ces points est la diffusion du pouvoir. Le socialisme autogestionnaire repose sur l'idée qu'en s'associant pour maîtriser leur avenir individuel et collectif, les travailleurs et les citoyens se mettent en mouvement pour progresser, à travers des rapports complexes — incluant l'existence d'un Etat central inévitable et d'une planification — vers le débureaucratisation de la société, ou encore l'extension au maximum de la société civile. C'est, pour une part, une traduction moderne d'un certain idéal mutualiste, coopératif, mais dont il convient de dépasser les limites, car on sait aujourd'hui comment cet idéal a fini par s'installer dans le système capitaliste et souvent par s'y intégrer. A la question : «Qui est le moteur du changement ?», il me semble que les sociaux-démocrates mettent d'abord en avant la conquête

de l'Etat par leur parti, en s'appuyant sur le syndicat. Or, pour nous, socialistes autogestionnaires, le moteur du changement, ce sont les luttes sociales, s'appuyant sur une conscience de classe, sur un rassemblement consenti de la majorité de la population autour d'un projet socialiste. (...)

La deuxième différence ne réside plus dans la démarche ni dans l'organisation du pouvoir, mais dans la vision que l'une et l'autre ont du progrès. La social-démocratie se situe aujourd'hui encore dans la logique de l'esprit productiviste, avec une foi aveugle dans le développement des forces productives considéré comme source évidente de progrès et au fond, au-delà des discours théoriques, avec une certaine illusion sur la neutralité du progrès et de la technique : tout progrès scientifique, tout progrès technologique est un bon progrès.

Or cette vision-là, nous la sentons radicalement fautive et pas seulement en théorie, mais aussi dans les faits. Le monde entier est en train de s'apercevoir qu'il n'y a pas de croissance infinie, ni de progrès qui résulterait purement et simplement de la croissance continue de la production. Au fond, la question à résoudre est double : que produire et comment produire ? Il faut à la fois produire autre chose et produire différemment. «Produire autrement», c'est chercher à réduire les distances entre ceux qui conçoivent ceux qui exécutent : «produire autre chose», c'est assurer à travers une planification démocratique contractuelle, le contrôle et l'orientation des investissements par les diverses collectivités concernées — entreprises, régions, nation — c'est réhabiliter la qualité ou la durée des produits, c'est organiser la coopération internationale au lieu d'accepter la domination des firmes multinationales. (...)



■ L'autogestion est aujourd'hui sans conteste un des thèmes centraux de la réflexion politique. Naguère avancée par le PSU, puis par la CFDT, l'autogestion est maintenant mise en avant par le Parti socialiste, et même, de manière encore plus récente, par le PCF. Plus globalement, l'idée a cours au-delà des frontières : avec l'expérience yougoslave bien sûr, dont il a été largement question à l'occasion de la disparition du maréchal Tito, mais aussi ailleurs.

Ainsi la revue *Autogestions*, qui assure «la continuité intellectuelle et scientifique» de la revue *Autogestion et Socialisme*, disparue en mars 1979 après douze années d'existence, évoque-t-elle les expériences «en Algérie, au Portugal, au Pérou», avant de consacrer son dossier aux «modèles et expériences autogestionnaires au Japon».

Ainsi le mensuel du PCF, *Economie et Politique*, rappelle-t-il, à l'occasion d'un dossier sur «les réalités des économies socialistes», que «le terme d'autogestion a franchi les frontières de la Yougoslavie. Il est employé dans les documents officiels en Roumanie, et il est apparu depuis peu en Pologne (*Polityka*, 5 janvier 1980)».

Concept largement usité, l'autogestion ne reçoit pas partout, tant s'en faut, la même définition.

Autogestions, pour sa part, a choisi de retracer une expérience concrète, au Japon, en l'assortissant cependant d'une mise en garde «on a choisi délibérément de traduire les termes japonais - jishu-kanri- et anglais - self-management - par «autogestion», alors qu'ils désignent parfois seulement une sorte de «gestion autonome» de l'entreprise ou bien des formules de participation restreinte des travailleurs à l'administration des unités de productions». L'auteur de l'étude qui a été présentée à la conférence internationale d'études sur l'Autogestion, à Venise en septembre 79, rappelle d'abord qu'un «nouveau type de syndicalisme» est apparu au Japon à la fin des années 60 : «certains de ses promoteurs étaient influencés par la notion française de «la nouvelle classe ouvrière» ainsi que par les tendances du PS français ; d'autres étaient partisans du contrôle ouvrier, au sens marxiste-léniniste du terme. Cette tendance s'associa aux critiques faites au système soviétique par les socialistes japonais au cours des années 70. Il semble bien que leur pensée ait surtout été influencée par des apports extérieurs (France, Yougoslavie, œuvres de Gramsci) et qu'elle ne se soit que rarement enracinée dans les réalités de la société japonaise. Le problème auquel ils ont porté la plus grande attention et sur lequel ils ont fondé un grand espoir est celui, récemment apparu, des expériences d'autogestion ouvrière dans les petites ou moyennes entreprises menacées de faillite». L'auteur analyse ensuite le cas d'une fabrique de chocolat, la *Fujiya Seika*.

«(...) La Fujiya Seika, une manufacture de chocolat a fait faillite à l'automne de 1977 ; les syndicats ont alors occupé l'usine et commencé à assurer eux-mêmes la production. Un accord conclu entre les syndicats et l'ancien gérant-propriétaire assurant aux syndicats le droit d'utiliser les locaux et les équipements de l'usine et de vendre sa production. L'un des distributeurs de l'entreprise était un sympathisant du syndicat et l'aide dans son activité. Sur la base des résultats obtenus, les syndicats fondèrent une nouvelle société sous le même nom de Fujiya Seika au sein de laquelle il n'existe plus d'organisme syndical. Le capital est partagé entre les travailleurs et tous les problèmes de gestion de l'entreprise leur sont soumis. Le niveau des salaires est plutôt plus élevé que dans les autres entreprises de même taille, mais l'éventail des salaires est très peu ouvert (de 1 à 3). La direction se compose de cinq personnes, dont trois étaient les dirigeants syndicaux et deux appartenaient aux cadres moyens de l'ancienne Fujiya. La division du travail est stricte, tant

au plan horizontal que vertical. De plus, il existe une distinction marquée entre les travailleurs habituels (les anciens membres du syndicat devenus porteurs de parts) et les employés occasionnels (essentiellement des travailleurs à temps partiel).

Dans ce cas, le système d'autogestion a atteint son but et les affaires ont repris, mais simultanément, les partisans de ce système ont perdu peu à peu l'esprit de l'autogestion. Dans les premiers temps de l'autogestion, à la Fujiya, il n'existait pas de différenciation hiérarchique entre les travailleurs qui formaient une équipe unie au moral élevé. Les travailleurs de chez Petri et des autres entreprises ont connu, eux aussi, les mêmes problèmes objectifs et subjectifs. Mais, dans un deuxième temps, lorsque l'autogestion s'est mise en place, gestion et production ont commencé à se séparer et, à un troisième stade, la gestion a pris son indépendance et les travailleurs s'en sont désintéressés. Et, pour finir, on a vu se reconstituer une nouvelle hiérarchie. (...)



Le PCF, quant à lui, met prioritairement l'accent sur la démarche autogestionnaire. Qu'est-ce-à-dire concrètement ? En retraçant les travaux du colloque de Nanterre, le numéro d'avril de *Economie et Politique* donne quelques pistes de cette démarche autogestionnaire, s'agissant des ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise et cadres.

«(...)

Autogestion ou cogestion ?

Poser en ces termes l'alternative, c'est aussi permettre de répondre à une question surgie des débats. Certains intervenants se sont interrogés : «Vouloir changer les rapports sociaux,

mettre en œuvre de nouvelles organisations du travail, agir pour rendre plus efficace l'entreprise dès maintenant n'est-ce pas jouer le jeu du patronat ? N'est-ce pas, dans les conditions actuelles, entraîner plus d'exploitation pour les travailleurs, créer plus de profit pour le capital ?».

Transformer l'entreprise, ce n'est pas seulement réorganiser le travail et obtenir plus de moyens, c'est aussi mettre en avant les intérêts des travailleurs et dénoncer la cause des mauvaises conditions de travail : le profit.

Transformer l'entreprise, ce n'est pas seulement faire évoluer les rapports sociaux dans un sens moins autoritaire, c'est aussi organiser, instituer la participation de tous aux décisions de l'entreprise et condamner le secret entretenu par les directions. Transformer l'entreprise, ce n'est pas seulement rendre l'économie française et ses entreprises plus efficaces, plus compétitives, c'est aussi proposer des débouchés nouveaux et accroître la consommation intérieure, combattre les fermetures de services, d'ateliers, d'entreprises, l'abandon de branches entières de notre économie.

Transformer l'entreprise, ce n'est pas seulement améliorer «son» entreprise, c'est aussi s'ouvrir sur le monde, vouloir que la France, par le développement de la recherche et sa technologie, s'attaque aux fléaux que sont la faim dans le monde, le sous-développement. C'est réagir lorsque Giscard d'Estaing parle de déclin de l'espèce humaine.

Transformer l'entreprise, ce n'est donc pas seulement, comme les cadres ont tendance à le faire, «gérer» les effets, c'est aussi et en même temps s'attaquer aux causes et les dénoncer

Pas de formule

Les cadres, peut-être plus que tous les autres, ont peur du vide. Ils aiment bien, peut-être est-ce leur éducation, avoir un programme à remplir, des objectifs précis, conjoncturels, rapprochés à atteindre.

Nous leur proposons quelque chose de plus enthousiasmant, de plus aventureux : l'autogestion. Là, pas de formule à appliquer, pas de programme préétabli qui serait la solution de tout. (...)

Que proposons-nous ? Georges Marchais le rappelait : «Répondre vraiment, concrètement, en s'en prenant à leurs causes, aux questions cruciales posées aujourd'hui à notre peuple et à notre pays. Ne plus définir tou-

tes les priorités à partir des impératifs du capital au mépris des hommes, mais à partir des besoins sociaux et nationaux. En un mot : de s'y prendre autrement ; de mettre en œuvre une idée neuve de la croissance, un nouveau type de développement.» Et cela sur la base d'une idée simple : «On ne développe pas une économie moderne en écrasant ceux qui en sont les véritables artisans.»

N'est-ce pas autrement enthousiasmant que de multiplier les paperasseries, de s'enfoncer dans le bureaucratie et de gérer la pénurie ? Un participant le disait : «Passée cette peur, les potentialités des cadres de s'investir dans une telle démarche sont immenses. D'une certaine façon, ils nous attendent. A nous de mieux leur montrer ce qu'elle signifie.»

Responsabilité individuelle et responsabilité collective

Prendre en compte tous les besoins sociaux et nationaux, cela nécessite que chacun ait son mot à dire, à commencer par la classe ouvrière. Pas parce qu'elle serait, par décret, instituée nouvelle classe dirigeante, mais parce que aujourd'hui, on la fait taire, parce qu'elle est la classe qui est la plus directement et la plus durement exploitée, la plus nombreuse et la plus directement impliquée dans la production, la plus expérimentée, la plus déterminée dans le combat pour la justice sociale, les libertés et l'intérêt national.

Sans cette confrontation, sans entrave, à égalité, il n'y a pas d'avancée possible. C'est là une responsabilité collective, chacun étant membre d'un tout. Chacun devant prendre en compte ses besoins, ceux des autres catégories, de la société toute entière, chacun devant sur cette base chercher à trouver les meilleurs moyens d'y répondre.

Mais cette responsabilité collective ne dilue pas les responsabilités individuelles. Au contraire. Chacun a son rôle à jouer et doit faire preuve d'initiative. Les ingénieurs, les cadres, les agents de maîtrise, les techniciens n'ont pas à se mettre aux ordres de la classe ouvrière. Au contraire : qu'à chaque étape de la réflexion, mais aussi de la mise en œuvre, ils prennent leurs responsabilités, défendent leurs opinions. Ils représentent une force une somme de connaissances et d'expériences qui doit profiter à tous. Il n'y a pas de plafonnement, de limites à donner à leurs initiatives.

La démarche autogestionnaire du Parti communiste, c'est donc l'appel à la participation de chacun, au respect mutuel et au dépassement de soi. Elle suppose que s'instaure avec les employés et les ouvriers une coopération véritable, pour examiner ensemble les choix à faire, dans toutes les conséquences économiques, sociales et politiques, et dont la technique et la gestion ne détiennent pas toutes les clés. (...)

Directeur de publication : R. Rodriguez

Imprimerie IPCC (Paris) Commission paritaire en cours